

Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Procès-verbal de la réunion du 18 janvier 2024

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. 8295 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général
 - Rapporteur : Madame Barbara Agostino

 - Continuation des travaux
2. 8324 Projet de loi portant réforme de la formation menant au brevet de maîtrise
 - Rapporteur : Madame Barbara Agostino

 - Continuation des travaux
3. Divers

*

Présents : Mme Barbara Agostino, M. Gilles Baum, M. Jeff Boonen, Mme Francine Closener, Mme Claire Delcourt, M. Alex Donnersbach, M. Paul Galles, Mme Carole Hartmann, Mme Paulette Lenert, Mme Mandy Minella, Mme Octavie Modert (remplaçant M. Max Hengel), M. Ben Polidori, M. David Wagner, Mme Joëlle Welfring (remplaçant M. Meris Sehovic), M. Laurent Zeimet

M. Philippe Hess, M. Steve Hoffmann, M. Tom Müller, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Max Hengel, M. Fred Keup, M. Meris Sehovic

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

*

Présidence : Mme Barbara Agostino, Présidente de la Commission

*

1. 8295 **Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général**

La Présidente-Rapportrice, Mme Barbara Agostino (DP), rappelle l'objectif principal du projet de loi sous rubrique qui consiste à offrir un soutien financier aux employeurs dont un ou plusieurs salariés suivent une formation professionnelle en cours d'emploi. Renvoyant aux discussions menées en Commission lors de sa réunion du 11 janvier 2024 quant à la périodicité des demandes de remboursement à introduire par les employeurs (article 26bis, paragraphe 5, à insérer dans la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général (article 1^{er} du projet de loi)), l'oratrice invite les représentants du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à présenter une proposition d'amendement tenant compte des décisions de la Commission.

Il est ainsi proposé de modifier, par voie d'amendement parlementaire, l'article 26bis, paragraphe 5, comme suit :

« (5) La demande de compensation financière doit être soumise par l'employeur au ministre, au plus tard, le 31 octobre de l'année qui suit l'année scolaire au cours de laquelle la formation en cours d'emploi a eu lieu et doit contenir les pièces et informations suivantes :

- 1° le nom et les coordonnées de l'employeur ;
- 2° les documents justificatifs prévus aux paragraphes 2 et 3 ;
- 3° la déclaration sur l'honneur que l'employeur ne bénéficie pas d'un double financement pour un même salarié tel que prévu au paragraphe 4 ;
- 4° un relevé d'identité bancaire de l'employeur requérant.

Elle peut contenir toute autre pièce que l'employeur juge utile, aux fins de permettre au ministre d'apprécier le bien-fondé de la demande. Elle est introduite au choix de l'employeur soit :

1° mensuellement, au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui durant lequel la formation en cours d'emploi a eu lieu ;

2° annuellement, au plus tard le 31 octobre de l'année scolaire qui suit l'année scolaire au cours de laquelle la formation en cours d'emploi a eu lieu. ».

Au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, phrase liminaire, les termes « , au plus tard [...] a eu lieu » sont supprimés, ceci en raison des modifications apportées au paragraphe 5, alinéa 2.

Au paragraphe 5, alinéa 2, il est proposé de laisser à l'employeur le choix de prétendre à un versement mensuel ou annuel de la compensation financière, sachant que la dispense de service d'un ou plusieurs salariés pour pouvoir suivre des formations à raison de seize heures maximum par semaine peut avoir un impact non négligeable sur la trésorerie d'une entreprise. En cas de remboursement mensuel, la demande de compensation financière est à introduire jusqu'à la fin du mois qui suit celui durant lequel les heures de formation à rembourser ont eu lieu. Le délai pour l'introduction de la demande pour un remboursement annuel reste inchangé.

Cette proposition d'amendement est adoptée à l'unanimité.

Echange de vues

- M. Alex Donnersbach (CSV) salue la volonté des représentants du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de modifier la disposition susmentionnée en prenant en considération les observations formulées par les membres de la Commission.

- En réponse à une question de Mme Barbara Agostino (DP), il est précisé que les demandes de remboursement peuvent être introduites par voie postale ou par le site Internet guichet.lu.

- Interrogé par M. Ben Polidori (« Piraten »), le représentant ministériel explique que l'employeur opte au début du parcours de formation en cours d'emploi du salarié concerné pour le versement annuel ou mensuel de la compensation financière. Un changement de la périodicité au cours de la formation visée est exclu.

2. 8324 Projet de loi portant réforme de la formation menant au brevet de maîtrise

• Présentation du projet de loi

Les représentants du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse présentent les grandes lignes du projet de loi sous rubrique, pour le détail duquel il est renvoyé au document parlementaire 8324. Le brevet de maîtrise, fort d'une longue tradition dans le paysage économique luxembourgeois, présente la particularité, non seulement de dispenser les compétences nécessaires en matière de gestion d'une entreprise et de l'encadrement des apprentis, mais également de permettre à son détenteur de s'établir à titre d'indépendant et de former des apprentis, que le détenteur du brevet de maîtrise accompagne, en bon père de famille, tout au long de leur formation.

Elaboré en concertation étroite avec la Chambre des Métiers en tant qu'instance organisant les cours et examens menant au brevet de maîtrise, et avec l'assentiment des chambres professionnelles compétentes, le présent projet de loi vise à repositionner le brevet de maîtrise dans le paysage de la formation et de l'apprentissage tout au long de la vie, tout en consolidant sa place en tant que qualification professionnelle de référence du secteur de l'artisanat. Les maîtres-mots de la réforme sont le changement dans la continuité, le partenariat, la qualité, la rentabilité, ainsi que la souplesse et la rigueur.

Le projet de loi vise également à réagencer la structure même du brevet de maîtrise et les programmes de formation, en ramenant les formations actuelles, organisées au niveau de 31 brevets par métiers, à environ douze à quinze brevets, organisés par « domaines d'activité » comprenant désormais :

- un domaine d'apprentissage commun à tous les domaines d'activité : « gestion d'entreprise et pédagogie appliquée » ;
- un domaine d'apprentissage spécifique à chaque domaine d'activité : « technologie et pratique professionnelle ».

Le brevet de maîtrise ainsi restructuré et réorganisé dans une approche horizontale et inter-métiers plus générale permet de :

- répondre aux nouvelles attentes des clients ;
- prendre en compte les changements au niveau des structures des entreprises ;
- viser de nouveaux publics cibles ;
- former à la fois les futurs créateurs d'entreprise et le personnel dirigeant intermédiaire ;
- atteindre des masses critiques ;
- assurer une meilleure rentabilité des investissements au niveau des cours et des examens ;
- privilégier la qualité à la quantité des brevets organisés et offerts.

A noter que pour l'année scolaire 2023/2024, 205 candidats se sont nouvellement inscrits à la formation menant au brevet de maîtrise, qui est actuellement suivie par un total de 486 personnes.

• Examen des articles

La Commission procède à l'examen des articles.

Article 1^{er}

L'article sous rubrique énonce l'objet de la réforme de la formation menant au brevet de maîtrise.

Le détenteur du brevet de maîtrise dispose des compétences nécessaires pour diriger des entreprises ainsi que pour former des apprentis, sans préjudice des dispositions applicables du Code du travail.

Même si l'aspect de la formation des apprentis reste inchangé par rapport au texte actuellement en vigueur, à savoir la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise, le législateur a choisi de poursuivre, dans le présent projet de loi, la dissociation du brevet de maîtrise du droit d'établissement, en supprimant du présent article toute référence aux « dispositions légales en matière de droit d'établissement ».

Article 2

Cet article entend définir et clarifier certaines notions nouvellement introduites ou qui figurent dans la loi modifiée du 11 juillet 1996 précitée, mais qui n'avaient auparavant jamais été définies ou explicitées.

Le domaine d'activité est défini par référence à un ensemble d'activités ayant en commun des traits caractéristiques identiques ou similaires.

Le domaine d'apprentissage, notion nouvellement introduite, rassemble différents modules sous un domaine précis, que ce soit celui dénommé « technologie et pratique professionnelle » ou « gestion d'entreprise et pédagogie appliquée ».

Les notions de « session de cours » et de « sessions d'examen » sont également définies.

Il a été jugé utile de prévoir une définition propre de la notion de « projet professionnel » en s'inspirant d'autres textes prévoyant d'ores et déjà ce type d'examen, tout en l'adaptant au cas particulier du brevet. Les contours du projet professionnel sont précisés à l'article 15 du présent projet de loi.

La pièce de maîtrise, élément-clé pour l'évaluation des candidats au brevet, est également définie à cet endroit.

Article 3

Il est précisé que l'organisation des cours et des examens relève de la compétence de la Chambre des Métiers.

Article 4

Alors que le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, indique que le choix de l'endroit des cours et des examens est sous la responsabilité de la Chambre des Métiers, l'alinéa 2 énonce les trois endroits qui peuvent servir de lieu de tenue des cours.

Le second paragraphe permet à la Chambre des Métiers de faire appel à des experts et des formateurs, mais également de louer du matériel ou des locaux pour remplir au mieux sa mission d'organisation des cours et des examens. Cette disposition est nécessaire dans une optique de remboursement.

Article 5

Le candidat au brevet de maîtrise doit désormais détenir une qualification relevant au moins du niveau 3 du cadre luxembourgeois des qualifications, conformément à l'article 69 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. Le brevet de maîtrise est classé, quant à lui, au niveau 5 du cadre luxembourgeois des qualifications.

Article 6

Le brevet de maîtrise est organisé par domaines d'activité et comporte une session pour les cours et deux sessions pour les examens. Aucun changement n'a donc été entrepris quant au nombre de sessions, mais le concept des domaines d'activité a été introduit.

Article 7

Le paragraphe 1^{er} détermine le montant maximal que coûte l'inscription à la formation du brevet de maîtrise par année d'études, la fourchette maximale devant figurer au sein du texte de loi, alors que les droits d'inscription exacts pour les cours et les examens sont fixés par règlement grand-ducal.

Le paragraphe 2 met en place un système de remboursement pour les candidats. Celui-ci consacre le principe de la gratuité de la formation, tel qu'il figure dans l'accord de coalition 2018-2023.

Il est procédé à un remboursement des droits d'inscription pour autant que le candidat réussit la formation dans le délai légal, c'est-à-dire en ne dépassant pas les six ans maximum (ou le cas échéant, entre six et neuf ans, en cas de prolongation pour des motifs légitimes accordée par le directeur à la formation professionnelle).

Il est également précisé que le remboursement est limité aux seules personnes qui s'inscrivent à la formation menant au brevet de maîtrise après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 8

Le paragraphe 1^{er} concerne les domaines d'apprentissage faisant l'objet d'une définition à l'article 2.

Le nouveau texte de loi prévoit le regroupement des modules au sein de deux « domaines d'apprentissage », à savoir :

1. la « gestion d'entreprise et pédagogie appliquée » ;
2. la « technologie et pratique professionnelle ».

L'utilité de rassembler les domaines au sein de ces deux blocs tient au fait que les modules du domaine d'apprentissage « gestion d'entreprise et pédagogie appliquée » sont communs à tous les domaines d'activité, alors que les modules du domaine d'apprentissage « technologie et pratique professionnelle » sont spécifiques à chaque domaine d'activité.

A noter qu'il est prévu d'organiser des cours de mise à niveau en mathématiques et en dessin professionnel pour les personnes qui présenteraient des lacunes. Ces cours ne sont pas compris dans les droits d'inscription obligatoires et il appartient au candidat d'apprécier la nécessité de s'inscrire à ces cours.

Article 9

La présence aux cours menant au brevet de maîtrise est obligatoire. Les seules exceptions légales à ce principe sont prévues à l'article sous rubrique.

Article 10

Cet article traite de la commission d'experts, laquelle est actuellement régie par le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} juillet 1997 fixant le programme et les modalités d'organisation des cours et des examens menant au brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat. Dans le cadre du présent projet de loi, il est prévu de conférer une assise légale à ladite commission.

La composition « tripartite » de la commission d'experts est un élément important dans le cadre de la collaboration entre le Ministère compétent, la Chambre des Salariés et la Chambre des Métiers.

Article 11

Les paragraphes 1^{er} et 2 prévoient la création de différentes commissions d'examen. Bien qu'une seule commission d'examen soit compétente pour le domaine d'apprentissage « gestion d'entreprise et pédagogie appliquée », une commission d'examen est créée par domaine d'activité dans le domaine d'apprentissage « technologie et pratique professionnelle », qui est également compétente pour le projet professionnel y relatif.

La composition des commissions a également été revue. La nomination des membres des commissions est faite pour un terme de trois ans renouvelable.

Article 12

Cet article donne des renseignements supplémentaires concernant les épreuves d'examen et le déroulement de celles-ci.

Le principe de l'anonymat est acté.

Article 13

Cet article a trait à l'évaluation des examens de la formation menant au brevet de maîtrise.

Les dispositions tiennent compte des pratiques actuelles, inspirées des principes applicables à la formation professionnelle initiale.

Ainsi, les réunions préliminaires et les réunions de résultat, qui sont déjà organisées à l'heure actuelle, sont formalisées dans le texte de loi.

Le principe de l'acquisition des modules réussis, principe mis en œuvre dans la formation initiale, est également repris dans le cadre du brevet de maîtrise.

Le principe de la double-correction est également acté.

Article 14

Le présent article fixe le principe de l'accès aux documents et pièces d'examen.

Article 15

Cet article apporte davantage de précisions sur le déroulement du nouveau « projet professionnel » qui remplace l'épreuve de la pratique professionnelle.

L'admission au module du projet professionnel est conditionnée à la réussite de tous les modules du domaine d'apprentissage « technologie et pratique professionnelle ».

Au niveau de la réussite ou de l'échec, un parallélisme des formes est introduit avec l'article 13, relatif à l'évaluation.

Article 16

Cet article maintient le principe actuel d'un délai maximal de six ans dans lequel les modules doivent être réussis. La participation au premier examen constitue le point de départ du délai de six ans. Certaines formations actuelles sont conçues de façon à ce que la durée minimale soit de quatre ans.

Avec la possibilité de demander à trois reprises moyennant une demande de dérogation pour des motifs légitimes une année supplémentaire pour réussir la formation, le délai maximal peut être, en réalité, de neuf ans.

Article 17

Le présent article pose les règles relatives aux mentions décernées.

Article 18

Cet article maintient pour l'essentiel les principes actuellement applicables. Le Ministre délivre le brevet de maîtrise qui est contresigné par le Président de la Chambre des Métiers.

Avec le brevet de maîtrise réformé, le candidat n'ayant pas réussi l'ensemble des modules se voit certifier les modules réussis, s'il en fait la demande, et ceci dans l'optique de pouvoir reprendre la formation à tout moment (dans la limite du délai légal fixé à l'article 16).

Article 19

L'article sous rubrique instaure le concept de supplément au brevet de maîtrise, comme étant un relevé documentant et énumérant les compétences acquises au cours de la formation et qui accompagne le diplôme.

Article 20

Cet article reprend le principe de l'article 8, alinéa 3, de la loi modifiée du 11 juillet 1996 précitée, en le reformulant, afin de tenir compte des nouveaux termes introduits par la réforme projetée.

Article 21

Le présent article porte abrogation de la loi modifiée du 11 juillet 1996 précitée.

Article 22

Cet article met en place une disposition transitoire pour une durée de deux ans.

Les auteurs du projet de loi estiment que le nouveau régime est plus avantageux pour le candidat que le régime actuellement en place. Malgré ce fait, il est opportun de faire bénéficier le candidat actuellement inscrit au brevet de maîtrise du régime d'avant la réforme des dispositions des Chapitres II et III de la loi modifiée du 11 juillet 1996 précitée s'il s'avère que celles-ci lui seraient plus favorables.

Article 23

Les dispositions du cadre légal réformé ont vocation à s'appliquer aux candidats au brevet de maîtrise dès l'année d'études 2025/2026.

• **Echange de vues**

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir succinctement les points suivants :

- Mme Francine Closener (LSAP) et M. David Wagner (« déi Lénk ») posent la question de savoir si le Ministère entend tenir compte des recommandations exprimées par la Chambre des Salariés et la Chambre des Métiers dans leurs avis des 15 novembre et 18 décembre 2023 en vue de classer le brevet de maîtrise au niveau 6 du cadre luxembourgeois des qualifications, au lieu du niveau 5 tel qu'actuellement prévu. Les intervenants estiment qu'une telle revalorisation permet d'améliorer l'attractivité dudit brevet et, partant, de l'artisanat en général. Le représentant ministériel explique que le Ministère a pris note des observations émises par les chambres professionnelles. Un certain nombre de questions se pose néanmoins dans ce contexte, notamment celle du niveau de qualification des formations offertes dans le cadre de la formation menant au brevet de maîtrise. Il est proposé d'aborder ces questions dans le cadre des discussions quant à l'éventuelle introduction d'une formation professionnelle supérieure, au sujet de laquelle un groupe de travail avait été créé lors de la législature précédente, rassemblant les chambres professionnelles concernées, le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche¹. Dans ce contexte, le représentant ministériel donne à considérer qu'en cas de classement du brevet de maîtrise au niveau 6 du cadre luxembourgeois des qualifications, le détenteur d'un DAP ayant accompli avec succès une formation supplémentaire de trois ans menant au brevet de maîtrise serait classé au même niveau que le détenteur d'un bachelor universitaire. Répondant à une question de Mme Octavie Modert (CSV), il est précisé que la formation professionnelle supérieure relève de la compétence partagée des deux Ministères précités.

- Renvoyant à une observation afférente formulée par la Chambre des Métiers dans son avis précité, M. David Wagner (« déi Lénk ») pose la question de savoir si le Ministère entend augmenter le montant des indemnités des formateurs, membres des commissions d'examen et experts impliqués dans la formation menant au brevet de maîtrise. Le représentant ministériel explique que les indemnités de l'Education nationale sont applicables aux personnes précitées.

- Mme Francine Closener (LSAP) donne à considérer que les frais d'inscription annuels de 3 000 euros à avancer par les candidats au brevet de maîtrise constituent un montant non négligeable. L'intervenante pose la question de savoir si le Ministère prévoit des dispositions en faveur de candidats pour lesquels de telles sommes s'avèreraient dissuasives. Le représentant ministériel souligne qu'il s'agit d'un montant maximal, non atteint en pratique. Alors que le principe de la gratuité de la formation menant au brevet de maîtrise, tel qu'annoncé dans l'accord de coalition 2018-2023, est introduit à l'article 7 de la loi en projet, il était opportun de mettre en place un dispositif spécifique afin d'éviter que ladite gratuité ne conduise à des inscriptions massives dont certaines pourraient s'avérer par la suite plus virtuelles que réelles. C'est pour cette raison qu'il est procédé au remboursement desdits frais pour autant que le candidat réussisse la formation dans le délai légal, c'est-à-dire en ne dépassant pas le délai maximal prévu par la loi en projet. Prenant note de ces explications, M.

¹ Pour de plus amples détails, il est renvoyé au procès-verbal de la réunion de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du 20 septembre 2023.

Jeff Boonen (CSV) estime qu'il convient de prévoir des mesures compensatoires pour le cas où les frais d'inscription prévus par le présent projet de loi s'avéraient trop élevés.

- M. Jeff Boonen (CSV), prenant note du fait que seulement 50 pour cent des gérants d'entreprises artisanales sont détenteurs du brevet de maîtrise, pose la question de savoir pour la création et gestion de quel genre d'entreprise ce brevet reste indispensable. Le représentant ministériel explique que ces métiers sont réglés par le droit d'établissement et inscrits à la « liste A » de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. A noter qu'au fil du temps, le brevet de maîtrise a perdu son quasi-monopole et son statut de formation obligatoire pour les gérants et créateurs d'entreprises artisanales pour être progressivement relégué au rang de formation de référence.

- M. Alex Donnersbach (CSV) pose la question de savoir pourquoi il a été décidé de regrouper les domaines « Bois » et « Métal » dans un même domaine d'activité, alors que les deux matières premières se distinguent fortement par leur nature. Le représentant ministériel renvoie à la Confédération du Bois et du Métal qui regroupe les entreprises des secteurs de la métallurgie et du bois. La fusion des domaines d'activité « Bois » et « Métal » répond par ailleurs à une demande de la Chambre des Métiers qui offre des formations menant au brevet de maîtrise « Bois et Métal » depuis l'année scolaire en cours. Alors que des sujets comme la gestion du stock de matériel, des commandes et du personnel constituent le tronc commun de la formation, les spécificités liées au traitement des deux matières sont enseignées séparément. Répondant à une question de Mme Octavie Modert (CSV), il est précisé que l'objectif initial de la présente réforme est que les détenteurs d'un brevet de maîtrise dans un domaine d'activité regroupant plusieurs métiers puissent exercer des activités de toutes les spécialités liées : par exemple, le détenteur d'un brevet de maîtrise dans la spécialité « Bois » puisse exercer dans la spécialité « Métal », et *vice versa*.

- Interrogé par Mme Barbara Agostino (DP), le représentant ministériel déclare ne pas disposer d'explications sur les raisons pour lesquelles entre 10 et 15 pour cent des candidats inscrits aux sessions d'examen menant au brevet de maîtrise ne s'y présentent pas. L'on peut supposer des cas d'angoisse ou de connaissances insuffisantes de la matière examinée. Alors que la durée maximale de la formation menant au brevet de maîtrise est de six ans (avec la possibilité de demander à trois reprises un prolongement d'une année), la durée moyenne réelle d'obtention du brevet est de trois à quatre ans.

- Sur demande de Mme Octavie Modert (CSV) et Mme Joëlle Welfring (déi gréng), il est convenu que les représentants ministériels se renseignent auprès de la Chambre des Métiers sur le nombre de détenteurs d'un brevet de maîtrise exerçant leur métier au Grand-Duché, l'âge moyen des candidats au brevet et la participation des maîtres-artisans luxembourgeois aux initiatives d'excellence à l'étranger telles que le Concours du Tour de France des artisans.

3. Divers

La Présidente de la Commission, Mme Barbara Agostino (DP), propose aux membres de la Commission de faire figurer les conclusions du « Zuch vun der Demokratie – Kanner kommen an d'Parlament » à l'ordre du jour d'une prochaine réunion, et d'y inviter des représentants du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que du « Zentrum fir politesch Bildung ». Les membres de la Commission marquent leur accord à cette proposition.

Luxembourg, le 18 janvier 2024

Procès-verbal approuvé et certifié exact